Les lycéens

PAR MICHEL WINOCK

La petite révolution qui a gagné les lycées français au mois de mai a étonné les esprits les mieux prévenus et n'a pas manqué d'indigner une partie du corps enseignant. Qu'on imagine en effet un professeur de lettres, honorable mais un rien compassé, devenu agrégé sous le Président Lebrun, sociétaire de la *Franco-Ancienne,* et titulaire des palmes académiques, lors de ces fameuses journées : à la porte du lycée, où les cerbères salariés ont l'habitude de le saluer respectueusement, il était arrêté par deux ou trois jeunes sentinelles, auxquelles, s'il voulait passer, il était mis en demeure de décliner son identité et de prouver qu'il n'était d'aucune façon un provocateur « fasciste ». D'entrée, la « révolution » malmenait sa dignité. Dans le hall, où il n'y avait plus de surveillant de service, il devait passer entre une double haie de potaches hirsutes, composant la section d'intervention, prête à soutenir le siège, devant des pyramides de pavés amoncelés comme autant de munitions. La suite, qui tenait du soviet et de la cour du roi Pétaud, achevait de meurtrir son cœur : il rentrait chez lui, avec l'idée qu'un monde venait de s'écrouler. C'était « vraiment du jamais vu », comme l'a écrit ici André Rouède [1].

1. Je ne reprendrai pas ici les observations faites par A. Rouède dans le numéro de juin-juillet. J'adhère à beaucoup de ses remarques, j'en pourrais discuter quelques autres. Mon propos est différent : essayer de rendre compte de l'état d'esprit des lycéens, et pas spécialement dans les journées de mai. Pour servir ce propos, j'ai utilisé les réponses à une petite enquête que j'ai faite auprès d'une centaine d'élèves à la fin d'avril et au début de mai, nettement avant que les lycées fussent en grève. En raison des circonstances, je n'ai pas pu pousser plus loin ce sondage notamment parmi les classes terminales : c'est pourquoi je n'établis aucune statistique, me bornant plutôt à donner des impressions.

Toutefois, si la « soudaineté » du mouvement et son « extension » ont surpris (mais, après tout, on ne voit pas pourquoi les lycées auraient échappé à la fièvre universelle), il demeure que, depuis plusieurs années, ceux qui sont proches des lycéens ont pu constater de leur part une maturation politique tout à fait nouvelle. Si les événements qui ont eu pour théâtre le lycée Condorcet, au mois de janvier dernier, sont du domaine public, il en est d'autres, ici et là, plus menus, sans écho, qui révélaient déjà les lézardes du vieux lycée. A titre d'exemple, j'ai pu voir, lors de l'année scolaire 1966-1967, des lycéens tenir un meeting dans la cour même de leur établissement, pour protester contre le renvoi, jugé injustifié, d'un de leurs camarades de « philo ». Contrairement, à ce que l'on croit souvent, les Comités d'action lycéens (C.A.L.) n'ont pas attendu le mois de mai pour naître, comme le savent beaucoup de proviseurs. Dans les grands lycées de Paris en particulier, chaque professeur a pu, s'il était suffisamment attentif, remarquer tel ou tel de ces signes, qui ne laissaient certes pas prévoir ce qui allait se passer, mais qui étaient tout de même propres à susciter sa réflexion.

Mais revenons un moment aux événements de mai-juin.

Au cours de ces journées, un contraste assez vif m'est apparu : celui qui opposait dans leur tonalité les assemblées générales et les commissions de travail. Dans les premières, animées par les militants révolutionnaires (des élèves, renforcés par quelques professeurs et surveillants), le langage était léniniste et martial. Minoritaires mais organisés, aux buts définis, les militants pouvaient donner l'impression que la « révolution de Mai », c'était la leur. Inversement, dans les commissions quotidiennes, les militants se raréfiaient, jugeant que leur place était ailleurs, dans la rue, aux portes des usines, et le vieux lycée se laissait prendre d'assaut par une foule d'élèves apparemment tranquilles qu'on entendait peu dans les assemblées générales, mais qui avaient des idées très précises sur leur condition et sur la manière de la changer : appelons-les, si l'on veut, les réformateurs. Ceux-ci, généralement, se sont découverts lors de cette extraordinaire efflorescence que nous avons connue : ils ont alors exprimé ce qui leur tenait à cœur, rêvé à voix haute, comme des millions d'autres Français, dans leur bureau, dans leur hôpital, dans leur usine... Tels sont les deux sortes d'élèves, que nous avons rencontrés au cours de ces semaines : la différenciation établie ici pour la clarté de l'exposé n'était évidemment pas aussi nette dans les faits. L'osmose entre militants et réformateurs était continuelle, sans compter les conversions en cours de route. Il n'empêche que deux types de lycéens m'ont semblé s'affirmer : les adeptes d'une théorie politique révolutionnaire,

pour lesquels la « révolution » au lycée était, somme toute d'un intérêt secondaire, parce qu'elle ne pouvait être que la conséquence d'une révolution politique et sociale restant à faire ; d'autre part, ceux qui, sans référence théorique précise, d'opinions parfois divergentes, ont voulu transformer le lycée de naguère de fond en comble.

Les militants.

De mémoire d'ancien élève, le militantisme a toujours peu ou prou existé au lycée. Il était jadis l'exclusivité, ou presque, des membres des Jeunesses communistes ; aujourd'hui, ceux-ci n'ont pas disparu, mais l'initiative est désormais sans conteste aux marxistes-léninistes ; quand bien même on ne doit pas négliger des éléments tout aussi radicaux, s'inspirant plus ou moins de l'anarchisme, qui se sont révélés au printemps 68 comme des militants aussi actifs, mais, semble-t-il, en tout cas dans mon propre champ d'observation — limité, assurément — de moindre rayonnement que les marxistes-léninistes. Ceux-ci, peu nombreux jusqu'en première, sont formés de noyaux importants dans les classes terminales et les classes « préparatoires ». Deux soucis les caractérisent : l'étude sérieuse des sources (Marx, mais peut-être davantage Lénine et Mao) et la volonté de soutenir concrètement la lutte des ouvriers. Ces deux caractères, qui se résument par leur volonté de ne point séparer la théorie de la pratique, présentent des aspects qui tantôt forcent l'admiration et tantôt l'agacement. Admirable, en effet, leur exigence intellectuelle, très supérieure, à mon avis, à celle du lycéen communiste de jadis : il y a chez eux une ardeur à connaître, une soif de savoir pour agir, qui ne peut laisser indifférent. Mais, souvent, leur volontarisme révolutionnaire leur fait refuser ou mépriser tout fait d'histoire, d'économie ou de sociologie, qui pourrait troubler leur foi de néophyte. Chez certains, qui sont parfois de très bons élèves, la marxolâtrie crée des œillères. Il est vrai que l'exemple peut venir des maîtres : j'en ai entendu un, professeur de philosophie, déclarer publiquement que pour comprendre la société d'aujourd'hui, un seul livre suffisait, et c'était *Le capital.* Ainsi, chez beaucoup, l'exigence de l'esprit rationnel se trouve gâtée par la religion des textes sacrés. Il résulte de cet état d'esprit un manichéisme souvent désolant, exprimé en formules stéréotypées, qui rappellent malheureusement la « langue de bois » des staliniens de jadis. De la même manière, leurs actions ont de quoi émouvoir et de quoi faire sourire. Leur volonté de

participer aux combats des travailleurs se manifeste souvent avec une maladresse insigne, comme l'ont montré, par exemple, les incidents qui ont eu lieu lors des défilés de mai. C'est leur esprit missionnaire qui les éloignait des lycées lors des journées de mai : ils avaient à prêcher la bonne parole sur les marchés, sur les trottoirs, devant les grilles des usines. Comme les populistes de Tourguéniev, ils vont au peuple, ce qui leur donne parfois un petit air de supériorité, une allure paternaliste, qui irritent. Leur sérieux n'échappe que trop rarement à l'esprit de sérieux : j'ai entendu un militant de 18 ans me déclarer que l'humour était une « valeur contre-révolutionnaire » ; ce propos n'engage évidemment que son auteur, mais il rend compte, me semble-t-il, d'une disposition d'esprit redoutable. Cette absence d'humour assez fréquente les prive notamment d'une ironie qu'ils pourraient quelquefois exercer utilement pour leur propre gouverne (« Ironie, vraie liberté ! » disait Proudhon, mais Proudhon ! pour un marxiste-léniniste...) La jeunesse est grave, il est vrai, et l'humour fleure le doute.

Si je m'inquiète de cet esprit de sérieux, qui est toujours une source de tyrannie, je ne puis qu'admirer, en revanche, certains de leurs actes, témoignant de leur intelligence, de leur enthousiasme, et de leur abnégation. Lors d'une grève des agents du lycée, au premier trimestre, je les ai vus prendre parti, solidaires de ce prolétariat surexploité de la fonction publique, expliquer à leurs camarades, de vive voix ou par voie d'affiche, et fort correctement, ce qu'était la condition de ces ouvriers qu'ils côtoyaient chaque jour sans les voir, parallèles, inconnus, traités en moins que rien. Et que dire de ceux qui, passé le bachot, ont renoncé aux études supérieures, et se sont engagés comme manœuvres en usine, pour « préparer la révolution » ? On peut y voir de la chimère ; on ne peut pas, je pense ne pas s'émerveiller qu'il existe encore parmi nous une jeunesse capable de renoncer à tout, pour suivre le chemin qu'elle s'est tracé. On me dira que c'est une jeune bourgeoisie illuminée, coupée des réalités, se faisant du prolétariat français une idée erronée, et qu'elle se prépare bien des désillusions : n'importe ! je me plais, quant à moi, là où nous vivons, dans cette France qui n'est plus « contre les Robots », mais de plus en plus « sous » leur domination, à me souvenir des mots de Bernanos : « C'est la fièvre de la jeunesse qui maintient le reste du monde à la température normale. Quand la jeunesse se refroidit, le reste du monde claque des dents. » Au cours de l'ère « yéyé », la génération de la guerre d'Algérie pouvait s'enorgueillir d'avoir compté les derniers militants. En fait, la nouvelle génération vient de nous prouver qu'un nouveau mili-

tantisme était né, supérieur à tout ce que nous avions connu ; par leurs qualités intellectuelles et morales, les militants forcent l'attention de leurs camarades, et souvent le respect. C'est un élément, en tout cas, avec lequel il faut compter désormais, dans nos lycées.

Les réformateurs.

Le plus grand nombre des lycéens échappe encore largement à l' « embrigadement politique ». Mais si beaucoup ne se sentent pas appelés à tenir au lycée un autre rôle que celui que la tradition leur a dévolu, beaucoup aussi, à partir de la seconde, et quelquefois dès la troisième, manifestent un esprit critique envers le lycée traditionnel, que les journées de mai ont contribué à affirmer. Je les appelle les « réformateurs », parce que ce sont eux qui ont empli les commissions de travail, et qui, après avoir démoli à coups de formules le vieux lycée, ont tenté de construire ce lycée idéal, qu'évoquait, ici même, il y a trois ans, Gérard Durand [2]. Ces garçons sont parfois « politisés » ; ils ont parfois une conscience claire que le lycée d'aujourd'hui reste encore, au niveau des classes terminales, réservé pour une bonne part aux couches sociales privilégiées ; ils ne manquent pas, souvent, de dénoncer les tares de notre société, mais, à la différence des militants, ils ne font pas de la Révolution un préalable à la transformation des lycées. En mai dernier, ils se sont fait entendre, publiquement, pour la première fois. La mise en chantier d'une réforme de l'enseignement du second degré, en France, ne pourra pas se faire valablement en dépit de leurs avis et au mépris de leurs travaux.

La grève terminée, lorsque tout le monde a repris le chemin du lycée, un rien de désespoir flottait dans l'air : l'Administration qui avait plié l'échine dans la tempête, les professeurs scandalisés qui étaient restés chez eux, les élèves indifférents ou hostiles qui n'avaient jamais mis le nez au lycée durant son occupation, toute l'inertie et toute la résistance du vieux monde semblaient se dresser contre les constructions des réformateurs.

2. Gérard DURAND, « Situation du secondaire, » *Esprit*, décembre 1965.

Mais, au-delà des divergences politiques que les événements avaient cristallisées parmi eux, au fond, la plupart des élèves, à partir de la seconde, tombaient d'accord pour qu'au lycée d'avant Mai se substitue le plus vite possible autre chose. Un questionnaire que j'avais distribué à une centaine d'élèves avant l'occupation du lycée avait suscité des réponses nettement convergentes : j'en ai retenu ici les principaux points.

1) *Il faut des professeurs nouveaux.*

Dans l'excellente étude de Gérard Vincent, *Les professeurs du second degré* [3], on pouvait déjà mesurer les grandes exigences qu'ont les lycéens pour leurs professeurs. Le maître « aigri », le despote intellectuel et le professeur lointain, distant, pontifiant *ex cathedra,* voilà trois variétés abhorrées. « *Ce qui me semble nécessaire est un professeur dynamique, qui aime faire son cours, avec lequel on puisse discuter... Il faut éviter les professeurs aigris* (16 ans, première).— *Il faudrait débarrasser les lycées de toutes les vieilles ganaches (je ne parle pas de l'âge civil) qui endorment leurs élèves* » (17 ans, première).— « *Il y en a, on se demande vraiment pourquoi ils ont choisi ce métier, tellement ils sont ennuyeux et tellement ils ont l'air de s'ennuyer* » (15 ans, seconde).

Mais souvent, ce monsieur désabusé garde une certitude : qu'il est propriétaire d'un savoir, auquel les élèves ne peuvent parvenir que par sa seule médiation : « *La classe est un lieu où traditionnellement il y a un adulte qui sait, devant des jeunes qui ne savent pas. De là vient un état d'esprit déplorable et des classes trop souvent amorphes* » (14 ans 1/2, seconde). — « *Certains professeurs pourraient faire un effort pour essayer de moins « planer » au-dessus de leur classe. Ce qu'ils doivent faire, ce n'est pas leur dire : « vous avez tort et j'ai raison ! » d'emblée, mais essayer de les comprendre, et discuter un peu pour les amener progressivement à leur point de vue* » (15 ans seconde). « Discuter », maître mot, qu'on retrouve dans presque toutes les réponses : « *Il faudrait,* dit un élève de 16 ans bien élevé, *que les élèves puissent discuter avec les professeurs, plus librement, sans toutefois dépasser les limites de la politesse.* »

---

3. A tous ceux qui s'intéressent de près ou de loin aux questions de l'enseignement, je recommande vivement cet ouvrage remarquable, publié dans les « Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques », chez Armand Colin. Le plan de ce livre est le suivant : 1) Le professeur dans sa classe. — 2) Le professeur dans son milieu professionnel. — 3) Les professeurs dans la société.

— « *Le professeur ne doit pas distribuer son cours, mais le faire vivre* » (14 ans, seconde).— « *Un professeur ne doit pas être une machine qui fait son cours et qui n'accepte pas la discussion. Il doit laisser s'expliquer ses élèves (en français surtout)* » (16 ans 1/2, seconde).— « *Le professeur ne doit pas être celui qui sait tout, ignorant l'élève, celui qui ne sait rien* » (15 ans seconde).— « *L'enseignement « magistral » est dépassé, et pourtant que de professeurs l'emploient encore !* » (16 ans, seconde)

Si l'on reproche au professeur son auto-satisfaction, on lui reproche encore plus souvent d'être loin de ses élèves, de se contenter de faire un cours et puis de s'en aller, « *on se demande où d'ailleurs* » ; un mot clé revient dans 80 % des réponses, on voudrait que le professeur soit un « ami »: « *Il n'y a que des relations d'autorité entre élèves et professeurs.. Le professeur doit être l'éducateur, le bon conseiller, l'ami, un être humain non infaillible comme le pensent beaucoup d'élèves* » (17 ans première).— « *Les barrières, les interdits, les séparations qui se font entre professeurs et élèves sont absurdes* » (18 ans, première).— « *Je voudrais un contact plus direct avec les professeurs ; je voudrais qu'ils se souviennent un peu qu'ils ont été élèves comme nous. Je voudrais qu'ils aient un rôle d'amis* » (14 ans 1/2, seconde).— « *Il faudrait supprimer ce malaise qui existe entre élèves et professeurs, créer plus d'intimité entre eux...* (17 ans, première).— « *Les professeurs doivent se rapprocher des élèves. Je connais un professeur qui ne connaît pas encore le nom de ses élèves après deux trimestres...* » (15 ans, seconde).

La sévérité de leurs jugements envers leurs professeurs apparaît donc comme une déception : ce n'est que le revers de la confiance que les élèves veulent leur offrir. « *Un enfant voit presque autant son professeur que sa famille, d'où le rôle prépondérant qu'il occupe dans sa vie* » (15 ans, seconde).— « *Une coopération fructueuse doit s'établir entre professeurs et élèves dans un climat de bonne entente* » (16 ans 1/2, première).— « *Le professeur doit nous apprendre à vivre autant qu'à faire une dissertation* » (16 ans, seconde).— « *Le professeur doit avoir un rôle primordial : celui d'un guide, d'un homme sage et éclairé, d'un bon conseiller* » (18 ans, première).— Un élève de 17 ans résume tout cela de cette manière bucolique : « *Ce que j'attends des professeurs est simple : un professeur est dans une classe non seulement pour enseigner mais aussi et surtout pour aider les élèves et les guider ; c'est comme si les professeurs avaient un rôle de pasteur et nous de brebis.* »

Ces professeurs « amis », « guides », « pasteurs », « frères aînés », ne diffusant leur savoir que par ruses, socratiques ou

démocratiques, comment les obtenir ? Certains pensent que ce n'est là qu'un rêve. Beaucoup se rendent compte que les conditions matérielles, et particulièrement les classes surchargées, sont un des principaux obstacles au renouveau des relations maîtres-élèves. Mais quelques-uns imaginent des procédés révolutionnaires : « *Les élèves devraient choisir eux-mêmes leurs professeurs* » (17 ans, seconde), sans se demander, il est vrai, ce qu'on ferait de ceux qui ne seraient jamais élus. Un autre (16 ans, seconde) voudrait réformer les méthodes d'inspection générale : « *Au lieu de venir une fois par an écouter pendant trois quarts d'heure le laïus d'un prof, qui ce jour-là brille de tous ses feux, les inspecteurs feraient mieux de faire des enquêtes parmi les élèves : ils sauraient tout de suite qui est bon et qui est mauvais prof.* » Plus nombreux sont ceux qui pensent que la formation psycho-pédagogique des professeurs, qu'ils croient savoir insuffisante, devrait être réestimée. Mais finalement, les élèves pensent assez justement que nulle étude ne pourra forger la personnalité d'un maître : « *Il faudrait éliminer les professeurs qui ne sont pas « bons » mais cela au départ, car la « pédagogie » ne sert à rien, tout dépend de la personne elle-même* » (16 ans, première).

2) *Abolir l'individualisme.*

Parmi les méthodes de l'enseignement français, les réponses au questionnaire dénoncent avec une quasi-unanimité celles qui développent la compétition, l'individualisme, et la fraude, devenue apparemment une seconde nature pour le lycéen d'aujourd'hui [4]. Le système des compositions semble résumer ces caractères détestables de la pédagogie en France ; en tout cas, la plupart des lycéens interrogés prennent à partie les compositions, et souvent violemment. « *Je conteste énergiquement le système des compositions qui fait travailler les lycéens environ 3 mois par an* » (16 ans 1/2, seconde).— « *Les compositions sont pour les élèves des examens fastidieux et qui ne reflètent pas leur vraie valeur* » (17 ans, première).— « *Je conteste les compositions par leur côté compétition, bachotage et triche* » (16 ans, première). — « *Pendant la période qui suit les compositions le climat de la classe est très agréable ; aussitôt qu'un trimestre commence, une rivalité s'installe, et c'est déplorable* » (16 ans 1/2, seconde). — « *Le bourrage de crâne est une maladie française* »

4. Cf. G. VINCENT, *op. cit.*

(16 ans, première).— « *Les compositions sont pour moi des épreuves qui ne reflètent absolument pas la valeur d'un individu* » (16 ans, seconde).— « *Les compositions sont un enfer, un abrutissement, et un système tout-à-fait injuste* » (16 ans 1/2, première).

Presque tous réclament le remplacement des compositions par un autre système qui exclue les classements, et qui développe le travail en équipe. « *La triche apparaît comme un des rares éléments de solidarité dans un système qui n'est que celui du « chacun pour soi » ; c'est la soupape de sûreté* » (17 ans, première).— « *Le système des groupes de travail devrait être développé et inclus dans les emplois du temps. Cette méthode développe l'esprit de collaboration, qui fait tant défaut aux lycéens français, ce qui prépare plus directement à la vie active* » (14 ans, seconde).

« Le système scolaire français, écrit G. Vincent, fondé sur la performance individuelle, est nécessairement source d'humiliation », mais le même auteur accorde, comme tant d'autres, un crédit certain au système : « Il constitue peut-être une bonne école d'existence. » Peut-être, en effet : le doute est permis ; en tout cas, la majorité des élèves que j'ai interrogés affirment le contraire, y compris de bons élèves. Mais changer le système des compositions suppose une profonde réforme des esprits parmi les professeurs français, sans parler des parents qui, depuis le cours préparatoire, suivent dans les livrets scolaires les tribulations et les prouesses de leurs enfants comme celles des coureurs du Tour de France.

3) *Mettre fin à l'encyclopédisme et à la ségrégation des disciplines.*

Pour être la tarte à la crème des pédagogues professionnels, des associations de parents d'élèves, des publicistes, des « défenseurs de la jeunesse scolaire », voire de la Ligue des Droits de l'Homme, l'encyclopédisme n'en est pas moins une réalité, que le cloisonnement des disciplines scolaires dans le second degré aggrave encore. Chaque maître, dans son domaine, s'indigne du peu d'heures qui lui est attribué, et de l'esprit de conquête de ses collègues. La spécialisation allant bon train, les matières dites de culture générale deviennent chaque jour un peu plus victimes de l'utilitarisme. Dans une classe « scientifique », c'est toujours une petite guerre plus ou moins larvée entre les différents spécialistes. Si un professeur de physique, en première C, accorde des notes assez larges, il n'est pas rare de voir, par

exemple (et j'affirme l'avoir expérimenté), des professeurs de langue vivante ameuter leurs collègues de lettres ou d'histoire, pour constituer une manière de syndicat de défense, propre à contrecarrer le physicien, qui dispose de « coefficients » insultants pour les autres : « Dites-moi, cher ami, si X continue à mettre des 15 et des 16 à toute la classe, nous n'avons plus qu'à rester chez nous ! Il faut nous défendre, ou alors nous sommes foutus ! » Le Ministère entretient ce cloisonnement par une spécialisation éhontée, au préjudice des disciplines qui n'apparaissent pas « utiles » ; les parents de leur côté en rajoutent, n'ayant en vue que l'avenir professionnel de leur progéniture. « L'enseignement secondaire privilégie les matières traditionnellement « nobles » et néglige systématiquement ce qui rend la vie supportable et nous rend supportables aux autres [5]. »

Programmes trop lourds, pas assez de sport, fumisterie et sabotage des disciples « artistiques », c'est une antienne sous la plume des lycéens. « *Pour un élève, tenir 7 heures dans une salle petite, dans une atmosphère lourde, c'est pénible* » (14 ans 1/2, seconde).— « *Les matières artistiques sont trop souvent négligées, et les élèves les transforment en séances de chahutage. En musique, nous sommes des béotiens* » (17 ans, première). — « *La France est le dernier des pays après l'Espagne pour l'éducation musicale* » (16 ans 1/2, seconde).— « *A seize ans, on voit déjà des petits cancres spécialistes, des matheux polarisés, complètement ignares sur les choses de la vie, de la politique, de la littérature, c'est misérable* » (18 ans, première).— « *Le poids des programmes ne laisse pas le temps à la recherche personnelle, à l'étude que l'on pourrait pousser plus loin dans le domaine qui vous intéresse* » (15 ans 1/2, seconde). « *Les programmes sont outrageusement chargés. Le rôle du lycée n'est pas de farcir les crânes ni de spécialiser à outrance les individus. Relire Montaigne* » (17 ans, première).— « *Qu'on instaure des cours facultatifs, auxquels on irait avec plaisir, tout le monde y gagnerait !* » (16 ans, première).

4) *Pour un lycée ouvert au monde.*

Le lycée, pour beaucoup d'élèves, est un monde clos, vivant en autarcie, imperméable à la « vraie vie ». « *Je voudrais un lycée plus actuel, plus ouvert, où l'on ne soit pas isolé des évé-*

5. G. VINCENT, *op. cit.* Lire également l'étude sur l'enseignement de la musique en France, parue dans *Esprit*, décembre 1965.

nements extérieurs, où l'on puisse prendre conscience de ce qui se passe » (16 ans 1/2, seconde).— « *Il faudrait que des personnes autres que les professeurs viennent nous faire des exposés sur leur profession, leur condition, et qu'un dialogue s'établisse ainsi* » (14 ans, seconde). Donner à l'instruction civique une place de premier rang est un vœu largement répandu. Mais que cette discipline réévaluée ne devienne pas un cours comme les autres ; plutôt l'occasion de libres discussions sur des faits d'actualité. « *Mais,* dit l'un (16 ans, première), *on devrait en rester au fait et toute discussion d'ordre politique pouvant entraîner des polémiques devrait être évitée au* lycée. » Ce qui ne semble pas l'avis des plus nombreux : « *Nous aspirons à connaître le monde présent. Instruction économique, politique, sociale ? Nulle. Aucune discussion sur les problèmes actuels ou ceux qui nous touchent. De l'instruction ? sans doute ! De l'éducation ? elle n'existe pas !* » (16 ans 1/2, seconde). — « *Un débat devrait être organisé entre les professeurs et les élèves, au moins une heure par semaine, afin que chacun puisse exprimer son opinion* » (17 ans, première). Certains avec prudence, beaucoup avec conviction voudraient que le lycée fasse sa place aux sciences économiques, et surtout politiques. Quelques-uns craignent que le professeur, « *qui est toujours le plus fort* », n'impose ses idées, n'endoctrine des esprits sans défense, mais cette crainte est assurément beaucoup plus fréquente chez les parents et chez les députés U.D.R. que chez les élèves, animés généralement par le besoin passionné de comprendre le monde dans lequel ils vivent, l'objet des grands débats politiques : l'indifférence en ce domaine devient rarissime. Il est évident que la radio et la télévision ont contribué pour beaucoup à cet intérêt généralisé pour la politique, qui a parfois l'aspect de questions de technique financière et économique comme la dévaluation de la livre sterling ou le rôle de l'or dans les échanges internationaux.

5) *Les libertés nécessaires.*

« Lycéens, êtes-vous libres ? » Sur cette question, les avis divergent, l'unanimité éclate. « Etes-vous partisans de l'autodiscipline ? » Même schisme : les partisans et les adversaires sont à peu près dans la même proportion. « *Je pense,* dit ce garçon de première (17 ans) *qu'au lycée X..., il ne nous manque pas de libertés.* » Cet autre (16 ans, seconde) confirme : « *Je n'ai rien à reprocher à l'organisation et à la discipline du lycée.* » Et pourtant, celui-ci (18 ans, première) : « *A part le droit de se*

taire et de fumer dans la cour, il n'y a ici aucune liberté. Il me manque la liberté de pouvoir respirer librement (sic), le lycée m'oppresse par sa noirceur ; et son peu d'attrait. » — « *Nous en sommes encore,* dit celui-là (16 ans, seconde) *au temps de Napoléon, et on se demande quelquefois si l'administration ne s'est pas trompée d'adresse et si elle n'est pas le personnel du commissariat du coin.* » C'est affaire de tempérament, d'origine familiale aussi. Le système des colles, notamment est également vitupéré et apprécié. « *La colle est une infamie pour celui qui la donne autant que pour celui qui la reçoit* » (17 ans, première), ou bien : « *Gardons les bonnes vieilles « colles », qui assurent tout de même une certaine discipline* ». (17 ans, première). Dès lors, on comprend que les avis se partagent sur la question de l'auto-discipline. Dès lors, on comprend que les avis se partagent sur la question de l'auto-discipline, crainte par les faibles, soucieux de sécurité, mais revendiquée avec enthousiasme par les forts. Voici, à ce sujet, quelques réponses, en vrac :

— « *Je pense que faire appel à l'auto-discipline est une erreur dans la mesure où la plupart des élèves sont incapables de travailler sérieusement sans contrôle et à plus forte raison de laisser les autres travailler.* »

— « *L'autodiscipline ? Quelques gouttes par-ci par-là.* »

— « *Oui, mais il faut opérer une véritable éducation des responsabilités, et cela dès l'école maternelle.* »

— « *Une auto-discipline progressive, parce que la société dans laquelle nous vivons nous rend irresponsables.* »

— « *Il faut faire une absolue confiance aux élèves, c'est par là que commenceront leurs premiers devoirs, leurs premières réflexions pour faire ce qu'il faut. Et au cas où l'élève se montrerait réfractaire à la liberté, on pourrait l'insérer dans « la vie active », où il trouverait un système répressif digne de son bas niveau intellectuel.* »

— « *Le système de l'auto-discipline est très beau, est même* génial — *mais en théorie seulement, malheureusement !* »

— « *Comment assumer des responsabilités dans la vie active, si l'on n'apprend pas, dès à présent, ce qu'est une responsabilité ?* »

— « *Il y aura toujours deux ou trois perturbateurs, qui ficheront tout par terre.* » Etc.

Malgré ces divergences, une nouvelle unanimité (ou presque) se constitue, pour réclamer des libertés accrues : droit de réunion, droit de discussion, droit de lire les journaux, liberté d'expression... Certains vont plus loin, réclament le droit de grève à partir de la seconde, la liberté de distribuer des tracts à la

sortie du lycée « *sans être poursuivi par le surgé, qui se prend trop souvent pour le commissaire de police.* » Quelques-uns réclament une participation active à la « gestion » du lycée.

Les internes se plaignent davantage du manque de liberté, certains ne dédaignant pas l'hyperbole pour l'exprimer : « *Le système de l'internat est pourri, dégoûtant, infect, amaigrissant, insalubre, traumatisant...* » D'autres, plus modérément et de manière plus positive, réclame la « *liberté des loisirs* » à l'intérieur du lycée.

La hiérarchie du lycée est souvent contestée, et notamment le rôle du chef d'Etablissement et de ses principaux adjoints, entités mythologiques, personnes inabordables :

— « *Ce que je n'aime pas beaucoup au lycée, c'est la hiérarchie, surtout en haut du sommet. Le censeur et le proviseur nous paraissent inacccessibles. Et nous les craignons* » (interne de seconde, 15 ans).— « *Les surveillants des lycées ne doivent pas être des adjudants de caserne. En fait, on dirait qu'ils sont payés avec un pourcentage sur les retenues* » (seconde, 17 ans).— « *Le chef d'établissement ne doit pas être un vulgaire préfet de police, mais un conseiller pédagogique, et une personnalité représentant les aspirations de tous les intéressés dans l'enseignement* » (17 ans, seconde).— « *L'élève ne peut pas parler au censeur : il peut seulement lui faire parvenir des lettres par une secrétaire, et ses réponses sont irrévocables* » (16 ans, première) ; — « *Mis à part les élèves qui ont eu le privilège de passer en conseil de discipline, je ne crois pas que les lycéens connaissent le proviseur. Quant au censeur, il « censure », c'est sa seule raison d'être, autant ne pas le voir !* » (17 ans, seconde).

Au fond, les lycéens, dans leur immense majorité, souhaitent que le type de relations qu'ils ont au lycée avec les « adultes » change dans tous les domaines. Récusant les séquelles du lycée napoléonien, ils voudraient que les établissements du second degré se transforment comme les relations se sont transformées à l'intérieur des familles. Les parents autoritaires, lointains, distants, se font de plus en plus rares ; les libertés se sont accrues considérablement : liberté d'opinion, liberté de sortie... Le lycée, dès lors, avec ses aspects despotiques et répressifs, leur paraît anachronique : les professeurs doivent devenir des amis pour leurs élèves, comme le « paterfamilias » est devenu un « copain » pour ses enfants. Les lycéens n'ont pas toujours raison : il est de ces contraintes aussi « nécessaires » que les libertés. Beau-

coup de leurs vœux, au demeurant, rejoignent les souhaits et les projets de nombreux professeurs, qui travaillent depuis longtemps à rénover la pédagogie en France [6]. Des plaintes et des objurgations que nous pouvons entendre, il faut en prendre et en laisser ; mais c'est une chance d'avoir des élèves exigeants, et il serait dommage que les professseurs n'aient pas le talent d'en profiter. Toutefois, pour adapter le lycée aux besoins nouveaux, en faire un lieu d'amitié, de bonne entente, et non plus le « bahut » crasseux et un brin militaire où l'on essaie d'arriver le plus souvent possible en retard, parce que c'est toujours ça de gagné sur l'ennui, il faut imaginer une véritable révolution — et tant pis, si l'on abuse du mot par les temps qui courent !

La première exigence fondamentale, reprise chaque année un peu paresseusement par les syndicats, mais qui n'en est pas moins évidente, c'est l'attribution à l'Education nationale de crédits suffisants. Le lycée français, et en particulier le lycée parisien, est lugubre, (excepté quelques constructions récentes [7].) Souvent, les salles sont trop petites (ou les élèves trop nombreux), le matériel spécialisé fait défaut, les murs sont sales, les peintures n'étant refaites parfois que tous les vingt ou trente ans ; les internes du second cycle comme du premier doivent se contenter de dortoirs qui tiennent de la caserne. Je connais un lycée où depuis des années le système de chauffage est si vétuste que, dans certaines salles, les professeurs font leur classe en pardessus, sans parvenir à réveiller leurs élèves emmitouflés, et cela jusque vers 11 heures du matin, quand les radiateurs distribuent leurs premiers effluves de chaleur. Les lycées nouveaux ne connaissent pas ces embarras, mais, à peu d'exemples près, ils ressemblent à des H.L.M. Les terrains de jeux, les stades, les arbres, le silence font presque universellement défaut. En vérité, il y aurait un livre à faire sur la grande misère des lycées de France. Tout cela ne peut se réparer en un jour, soit ! En revanche, une politique bien menée, la volonté d'accorder au lycée la place qu'il mérite, d'éviter le gaspillage intellectuel, de donner leur véritable chance aux élèves d'origine sociale modeste, pourrait assez rapidement généraliser les classes dont l'effectif ne dépasse pas 25 élèves, toute réforme profonde passant par cet impératif. Ensuite, redonner progressivement à la fonction enseignante quelque prestige social, en rémunérant sensiblement mieux les catégories les plus nombreuses, en particu-

6. Tels ceux du groupe « Enseignement 70 ».
7. Lire encore là-dessus Gérard VINCENT, *op. cit.*

lier les professeurs licenciés ou « certifiés », si l'on veut créer des « vocations ». Le professeur désintéressé, vivant d'amour pour la pédagogie et d'eau fraîche, est un type social en voie de disparition complète. On a trop souvent compté, en haut lieu, sur les vertus ascétiques des professeurs ; aujourd'hui, ils ne veulent plus se nourrir seulement de viande creuse, c'est un fait.

Mais si tout cela est vrai et connu, il reste qu'un pactole déversé sur les lycées de France et de Navarre ne suffirait pas : changer le vieux lycée, ce n'est pas seulement restaurer ses vieux murs, mais opérer une conversion spirituelle du corps enseignant. Sujet épineux et fertile. Qu'il me suffise ici d'indiquer quelques-unes des conditions qui me paraissent nécessaires :

1) *Briser la hiérarchie entre les professeurs.*

Dans le dédale des titres, des grades, des honneurs, des catégories qui séparent les professeurs, le profane s'égare. Du « maître auxiliaire », le fretin, à l'agrégé, le dessus du panier, on trouve l' « adjoint d'enseignement », le « certifié » ou « capétien » (titulaire du C.A.P.E.S.), le « bi-admissible » (deux fois admissible à l'agrégation), sans parler des maîtres d'éducation physique, des contractuels, etc. Cette hiérarchie est naturellement source de complexes, de frustrations, de rancœurs, de sentiments de supériorité, de rivalités catégorielles, à telle enseigne que personne n'est content, pas même les agrégés, comme on pourrait le croire, dont la Société conservatrice (à laquelle appartient peut-être la moitié d'entre eux) fait toujours valoir les menaces qui pèsent sur leurs privilèges. Tant qu'on entretiendra ce système de castes ridicule, on ne pourra dissiper un malaise qui existe entre professeurs, dont les élèves en définitive pâtissent. Oh ! je sais bien qu'on est poli entre « chers collègues » et qu'on met souvent une certaine coquetterie à ignorer mutuellement les titres ; mais, conscientes ou non, explicites ou non, ces jalousies entre catégories existent bel et bien, et sont fort dommageables à notre enseignement, d'autant que la promotion interne est pratiquement exclue de notre système. Il faut donc mettre un terme à ce fait que certains professeurs peuvent gagner cinq fois moins que d'autres [8] ; que des hommes qui font exactement le même métier, qui peuvent enseigner dans les mêmes classes, sont rétribués et considérés de façon fort inégale ; qu'aucune

8. *Ibid.*

facilité — ou presque — n'est accordée aux « intouchables » que sont les auxiliaires, pour échapper à leur condition de parias. On ne trouvera pas facilement la solution ; au moins, les attaques dont l'Agrégation a été l'objet de la part des étudiants ont révélé à l'opinion publique une partie du problème.

2) *Abattre le cloisonnement entre les disciplines.*

La spécialisation et l'utilitarisme de l'enseignement français conduisent à la formation d'une autre hiérarchie, des matières nobles ou « utiles » aux matières secondaires ou « inutiles ». L'inégalité des coefficients au baccalauréat témoigne de cet état de faits. Au sommet, les professeurs de mathématiques et les professeurs de lettres dominent la situation (il faut mettre à part les philosophes, dont le groupe est évidemment très réduit) ; au-dessous : les physiciens ; plus bas : les professeurs de langue, les professeurs d'histoire et de géographie, et les naturalistes ; enfin, tout en bas : les professeurs de dessin, puis de musique, sans oublier les professeurs d'éducation physique, toujours plus ou moins méprisés (avec cette compensation : le prestige de certains auprès des élèves). Chaque maître ayant tendance à sacraliser la discipline qu'il enseigne, l'harmonie du travail est difficile à établir au profit des élèves. Dans ce domaine, la refonte des programmes et une meilleure définition de l'enseignement secondaire s'imposent. Mais aussi le chef d'établissement devrait avoir là un grand rôle à jouer. A cet effet, il faudrait reconsidérer les fonctions du Proviseur, lequel est souvent écrasé sous le poids de la bureaucratie, et éloigné autant des professeurs que des élèves. Nos établissements scolaires sont de trop lourdes machines : là où il faudrait deux ou trois lycées on n'en construit qu'un, par économie, énorme et inhumain.

Au lieu de se faire le champion de la mathématique, du latin, ou de l'allemand littéraire, c'est-à-dire avant d'être un spécialiste, il serait judicieux que chaque professeur se considère comme un éducateur de ses élèves, et un collaborateur de ses collègues. Le lycée, comme la société française au temps de Saint-Simon, est trop souvent encore « une cascade de mépris ».

3) *Repenser la « relation d'enseignement* [9] ».

On a souvent remis en question, depuis la crise de Mai, la nature de la relation qui unit « enseignants » et « enseignés ». Le problème se pose aussi dans les lycées, avec ses caractères propres, comme les réponses de quelques élèves nous l'ont montré. Admettre que les idées de l'autre — de « l'inférieur » — puissent être exposées et défendues, dans tous les domaines : littéraire, philosophique, politique, religieux..., voilà certainement une démarche à laquelle beaucoup de professeurs ne sont pas habitués, que quelques-uns réfutent avec violence. Faire de la modestie une vertu pédagogique, considérer l'élève enfin comme une *personne* au lieu de faire de l'enseignement « un gouvernement temporel des esprits » selon la formule de Mounier, c'est le pas qu'il faut faire — un pas qui est un saut.

Dans le même ordre d'idées, il faut reviser la notion de laïcité. Celle-ci, jadis invoquée pour limiter les empiètements du cléricalisme, est devenue aujourd'hui le rempart des conservateurs : on la définit comme une neutralité négative à l'égard des problèmes politiques et sociaux, lesquels sont frappés d'interdit dans les dissertations, les explications de textes, les exposés et autres exercices scolaires. Au lieu d'entrer par la grande porte, officiellement, avoir un droit d'asile délimité, la politique pénètre par contrebande : les libres débats étant souvent proscrits, c'est sous la forme de la propagande qu'elle s'impose. La politique doit avoir sa place au lycée comme ailleurs, puisqu'elle est partout. Evidemment, il reste à définir cette place, à préciser les modalités de sa présence, à éviter les groupes de pression, voire le terrorisme des « minorités actives ». Tout cela est possible, non sans danger, il est vrai ; mais il faut se dire qu'à contraindre la politique à rester à la porte du lycée, on ne gagne qu'à l'y faire entrer de la pire manière. Tout est risque dans le métier d'éducateur. Le lycée idéal est souvent le « lycée impossible », mais nous avons une chance : cette nouvelle génération d'élèves qui a prouvé lors des journées de Mai une maturité inattendue. Risque pour risque, jouons la confiance.

9. Voir Paul Ricœur, « Réforme et révolution dans l'Université », *Esprit*, juin-juillet 1968.

Au moment où je m'apprêtais à poser la plume, je reçois par la poste, comme tous les autres membres du corps enseignant, le texte intégral du discours prononcé par M. le Ministre de l'Education Nationale, à l'Assemblée, le 24 juillet dernier. Tout ce que M. Edgar Faure a dit ce jour-là me paraît sonner d'un timbre neuf, dans la bouche d'un Grand Maître de l'Université. Un certain nombre de remarques que nous avons faites avec les lycéens sont aussi celles du Ministre. Ce qu'il dit du nécessaire « décloisonnement de l'enseignement secondaire », de la « contre-sélection sociale » qui se fait au lycée, de la « pédagogie fondée trop exclusivement (*sic*) sur la mémoire », du « rapport enseignants-enseignés, identique à celui du donateur et du donataire », etc. nous laisse supposer que « la vertu d'imagination » pourrait effectivement gagner sa place rue de Grenelle. Pour le moment, ce ne sont là que des mots, et nous avons vu que certains de ces mots-là ont déjà fait braire ces Messieurs de la majorité comme des ânes en plein marché. Posé que M. Edgar Faure veuille véritablement réformer l'Université française dans ses profondeurs, encore faudrait-il que le Chef de l'Etat et son parti conservateur ne s'ingénient pas à lui rompre le dé. Quoi qu'il en soit, le lycée de demain ne sera pas seulement ce qu'en voudrait faire le ministre le mieux intentionné : le dernier mot restera à ceux qui y travaillent et qui y vivent.

Michel WINOCK.

Septembre 1968.

P.S. — Depuis la rentrée, l'actualité lycéenne s'enrichit. Les premières semaines d'octobre n'inclinent pas à l'optimisme : « rien n'a changé » disent les lycéens. Les administrations des établissements scolaires s'inquiètent. Ici et là des incidents éclatent. La réforme du secondaire est attendue, tandis que beaucoup d'élèves ont le sentiment d'avoir été floués. Nous nous proposons de suivre la question de près. Signalons, en attendant, la publication d'un ouvrage, dans la collection « Politique », aux Editions du Seuil : *Les lycéens gardent la parole*. On en reparlera.